

RELANCER L'ÉDUCATION

PAR UN VRAI PLAN D'URGENCE



DOSSIER DE SYNTHÈSE SUR LES EFFECTIFS ÉLÈVES, L'INVESTISSEMENT ÉDUCATIF ET L'EMPLOI

10.01.2023

- **CONSTATS** (p2-6)
- **CONSÉQUENCES** (p7-12)
- **UNE PRIVATISATION EN MARCHÉ** (p13-15)
- **5 PROPOSITIONS D'URGENCE** (p16)



ENGAGÉ-ES **POUR**
LES PERSONNELS
ET LES ÉLÈVES

LE CONSTAT : UNE ECOLE PUBLIQUE SABOTÉE, DES PERSONNELS UBÉRISÉS & MÉPRISÉS, ET DES ÉLÈVES QUI EN PAIENT LE PRIX...

**Effectifs de classe, heures de cours, emplois
d'enseignant.es, investissement éducatif**

Extraits d'études et de rapports

Les effectifs devenus les plus lourds en Europe !

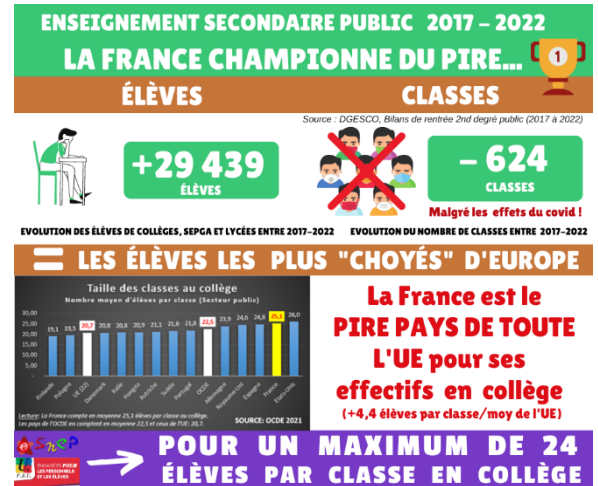
Enquêtes de l'OCDE, regards sur l'éducation, [2020](#) et [2021](#)

Les effectifs de classe en France sont depuis 2021 les plus chargés d'Europe au sein des « pays riches » (selon la dernière étude OCDE disponible).

22^{ème} sur 22 : c'est la place peu reluisante de la **France parmi les 22 pays européens** membres de l'OCDE en 2021, pour ses **effectifs de classe en collège**. Depuis 2021, la France prend donc la dernière place de tout le continent Européen !

La France affiche **4,4 élèves de plus par classe en collège par rapport à la moyenne des 22 pays européens** (25,1 versus 20,7).

« Entre 2005 et 2018, la taille des classes a **diminué en moyenne de 7 %** dans le premier cycle de l'enseignement secondaire dans les pays de l'OCDE » (Ocde, 2020, p378). Mais En France, elle a au contraire augmenté de façon continue, avec en moyenne **+ 5,8% au collège** et **+ 8,5% en LGT** (entre 2007 et 2020).



Enquête du SNEP-FSU, rentrée 2022, portant sur plus de 1300 établissements publics (Bulletin n°1003, 18/10/2022, p8)

- Dans les collèges, **86,3% des collèges indiquent des classes à 28 élèves et plus**, contre 80% en 2021 ([Bulletin n°991, 01/10/2021, p5](#)), 75% en 2020 ([Bulletin n°979 du Snep-Fsu, 03/10/2020, p9](#)) et 66% en 2019... Dans les lycées professionnels, **56,5% constataient des classes à 30 et plus**, contre 54% en 2021, et 50% en 2019.
- En **Réseau d'éducation prioritaire (REP)**, **55,5% des collèges ont des classes à 26 et plus**, contre 45% en 2021.

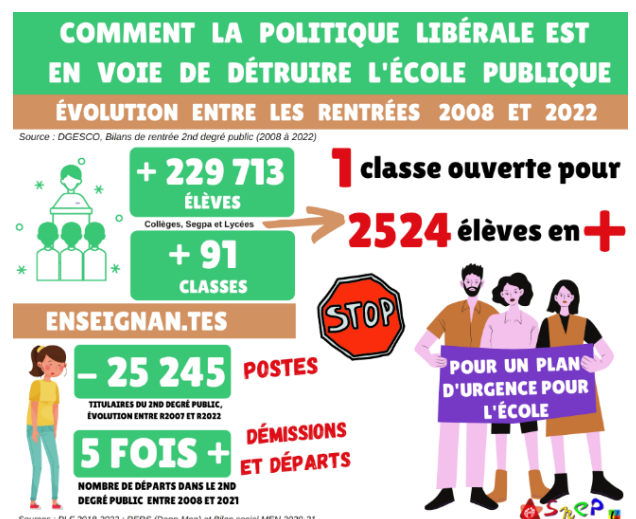
Les réformes Blanquer au lycée ont bien permis d'aboutir à des effectifs surréalistes en lycée, dépassant parfois la barre des 40 élèves par classe ; et le même cynisme frappe les lycées professionnels pour l'EPS (regroupements de sections), qui accueillent pourtant de nombreux élèves issus de classes sociales défavorisées.

Des ouvertures de classe insuffisantes et inégalitaires

Bilans de la rentrée scolaire, 2nd degré public (MEN-DGESCO)

Sur le long terme, entre les rentrées 2008 et 2022 : Il y a eu, selon la Dgesco, dans les collèges, segpa & lycées de l'enseignement secondaire public (hors BTS et CPGE) **229 713 élèves en plus** pour seulement **91 classes de plus**. Cela représente une **moyenne invraisemblable de 2524 élèves en plus par classe ouverte...**

Sur le seul niveau collège (toujours entre 2008 et 2022) il y a eu l'équivalent d'**1 création de classe pour 177 élèves en plus**, alors que dans le même temps, on compte **1 création de classe pour 9 étudiant.es de CPGE en plus**, soit un **rapport d'ouverture 19,6 fois inférieur en collège qu'en CPGE...**



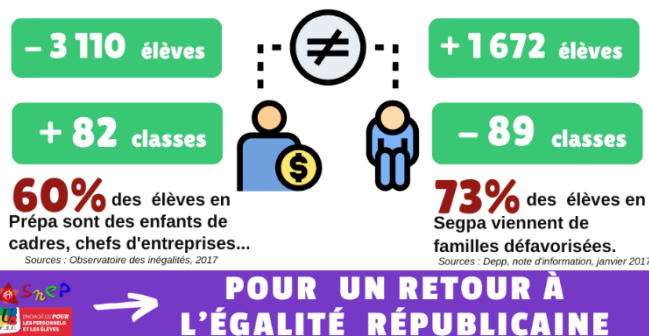
Sur les 5 rentrées organisées sous gouvernance Macron-Blanquer (2018-2019-2020-2021-2022) :



Il y a eu 29 439 élèves de plus dans les collèges, Segpa et lycées (+9 513/+22 04/+5 123/-9 886/+2 485) mais 624 classes en moins (+160/-548/-501/+233/+29). Dans les collèges, pour 60 953 élèves en plus sur ces 5 années, il y a eu 376 créations de classes, soit **une classe pour 162 élèves**. Il en aurait fallu 6 fois plus étant donné le taux officiel annoncé d'élèves par classe (à 25,1 en 2021).



Dans les **Segpa**, pour 1 672 élèves en plus, il y a eu **89 suppressions de classe** (sachant que 73% des élèves de segpa viennent d'une CSP défavorisée, avec plus de 50% issus d'une famille d'ouvriers, [Depp, Note d'info, Janvier 2017](#)). Dans les lycées généraux et technologiques, pour 15 439 élèves en moins, il y a eu 1 297 classes en moins, **soit 1 classe supprimée dès 12 élèves de moins**.



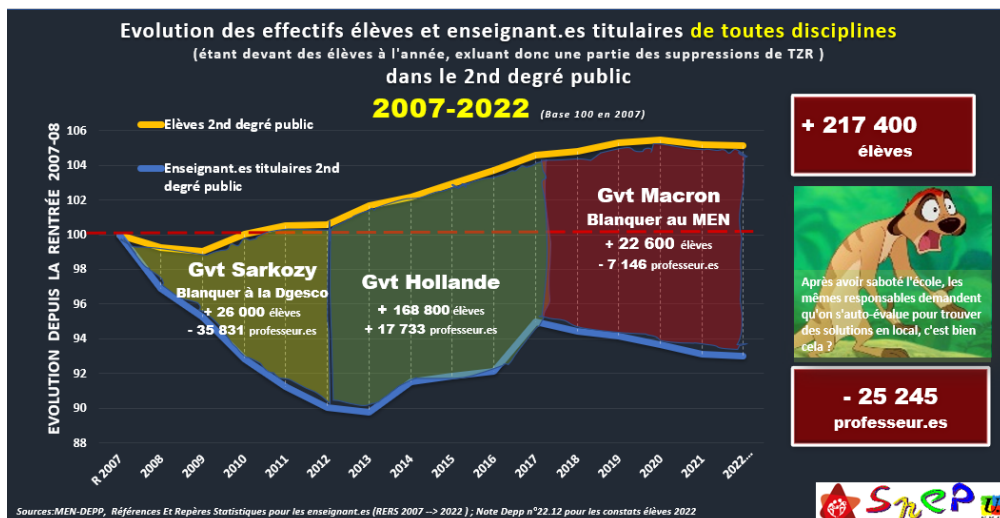
A l'inverse, dans les **CPGE (classes préparatoires aux grandes écoles)**, pour 3 110 élèves en moins, il y a eu **82 classes supplémentaires** (sachant que ces élèves sont majoritairement issus de famille favorisées : plus de 60 % d'enfants de cadre et chefs d'entreprises contre 6,4 % d'enfants d'ouvriers, [Observatoire des inégalités, Avril 2017](#)).

MOINS d'enseignant.es mais PLUS d'élèves !
Le plan de licenciement du MEN se poursuit, malgré le Covid, malgré les inégalités, l'épuisement des personnels...une version cynique du quoi qu'il en coûte...
RERS 2008 à 2022 (Depp-MEN) & Projets de Loi de finance 2017 à 2021

Sur le long terme, entre 2008 et 2022 :

Au moins 25 245 postes de professeur.es titulaires ont été supprimés dans le second degré public (ce chiffre n'inclut pas les suppressions de postes de titulaires-remplaçant.es pour les moyennes durées).

Sur la même période, il y a pourtant **eu 217 400 élèves en plus** dans les collèges, segpa et lycées publics.



Sur les 6 rentrées réalisées sous la présidence Macron (2018-2019-2020-2021-2022-2023) :

Il y aurait 15 459 (prévisions Dgesco) élèves en plus sur l'ensemble du 2nd degré public (incluant les Bts, Cpge, etc...) avec en parallèle la **suppression de 8 381 emplois d'enseignant.es titulaires dans le 2nd degré public** (selon les Projets de Loi de Finance Initiaux soumis par le gouvernement entre 2017 et 2022).

En dépit des lourdes conséquences éducatives de la crise Covid, des inégalités persistantes, le gouvernement a donc poursuivi, comme à l'hôpital, la suppression de postes d'enseignant.es titulaires dans le 2nd degré public : - 2 600 postes à la rentrée 2018, - 2 650 en 2019, - 440 en 2020, - 1 800 en 2021, - 410 en 2022 et -481 prévus en 2023.



Moins d'heures d'enseignement à tous les niveaux

La **réforme du collège** (rentrée 2016) a supprimé pour tous les élèves **162 heures d'enseignement** sur la scolarité au collège ([Arrêté du 19/05/2015](#) et [comparatif](#)).

La réforme du **lycée général et technologique** (rentrée 2019) a supprimé pour tous les élèves **216 heures sur la scolarité** (2h hebdomadaire sur chaque niveau : 26h30 au lieu de 28h30 en 2^{nde} et 28h au lieu de 30h en 1^{ère} et Terminale). Arrêtés du 16/07/2018 de [la classe de seconde](#) et du [cycle terminal](#).

La réforme du **lycée professionnel** (rentrée 2019) a supprimé pour tous les élèves **entre 294** (Spécialités de la production) **et 380 heures** (spécialités des services) de formation sur le cursus. Cette baisse touche tous les enseignements (professionnels et généraux). **La baisse moyenne des enseignements généraux atteignant -7,8% (95h), dont -11% pour les enseignements de Français, H-G et Education civique** ([Arrêté du 21/11/2018](#) et [comparatif](#)). D'autant plus qu'en 2009, le bac pro avait déjà été amputé d'un an, passant de 4 à 3 années de formation (réforme Darcos).



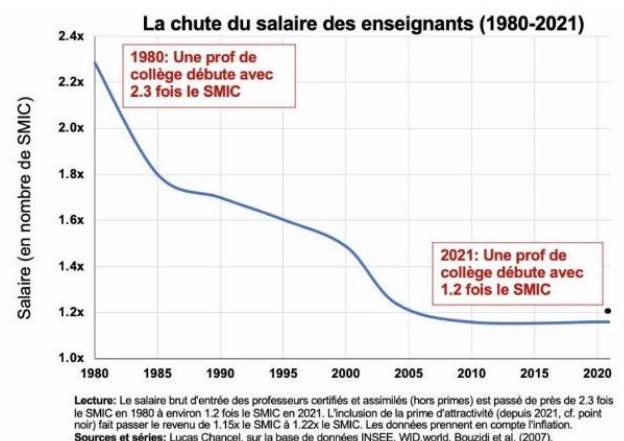
Une forte baisse du pouvoir d'achat qui entraine une perte d'attractivité du métier d'enseignant.e

Ocde, teachers salaries [Lien](#).

Le salaire net mensuel moyen d'un professeur est inférieur de 9,8% à celui d'un cadre de la fonction publique et de 32,7% à celui d'un cadre du secteur privé. Au bout de 15 ans, le salaire des professeurs du 2nd degré est inférieur de 17% à la moyenne de l'OCDE.

Lucas Chancel, Codirecteur du Laboratoire sur les inégalités mondiales à l'Ecole d'économie de Paris et enseignant à Sciences-Po Paris

« Les enseignant.es ont perdu 30% de leur salaire par rapport aux autres professions en 30 ans »



Malgré cela, il n'y aura pas de *revalorisation historique* comme s'y étaient pourtant engagés à plusieurs reprises (notamment dans l'entre-deux tours de l'élection présidentielle de 2022) le président de la république et le Ministre de l'Éducation.

Les conséquences de ce sabotage organisé depuis plusieurs années se voient clairement aujourd'hui :
« La crise d'attractivité du métier d'enseignant se manifeste en France par des pénuries de professeurs....Le nombre d'inscrits aux concours de l'enseignement du second degré a diminué de plus de 30 % en quinze ans, passant de 50 000 candidats présents en 2008 à 30 000 en 2020 »
 Rapport sénatorial, G.Longuet, 08/06/22.

Rien que sous « *l'école de la confiance* », entre 2017 et 2023, le gouvernement aura ainsi réussi à faire baisser de 45% le nombre d'inscrit.es aux concours des CAPES externe.

Un effort éducatif parmi les plus faibles d'Europe, et en baisse depuis 20 ans

Note de la DEPP, n°22.34, 11/2022 et Rapport OCDE 2022, Education at a glance

L'étude de la Dépense Intérieure d'Éducation révèle une baisse tendancielle de l'investissement éducatif par rapport aux richesses produites.

La note de la DEPP (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) de novembre 2022 fait ainsi état d'une DIE de 168,8 Mds d'€ pour 2021, soit 6,8% de la richesse produite sur le territoire. C'est presque un point de PIB en moins par rapport aux années 1990 où cette dernière s'élevait jusqu'à 7,7 % du PIB. Il y a pourtant bien plus d'exigences (individualisation, inclusion...) et d'élèves, étudiant.es en 2022 que dans les années 1990.

Si la France consacrait aujourd'hui le même pourcentage de PIB qu'en 1997, il y aurait plus de 22,5 milliards d'investissements supplémentaires...soit plus du 1/3 du budget de l'Education Nationale en plus (le Budget du MEN prévu pour 2022 est de 55,2 Mds).

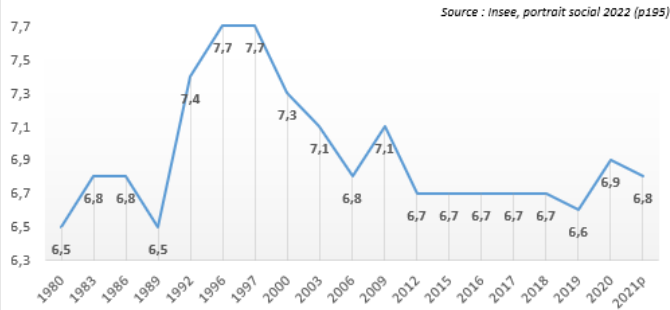
L'analyse du ratio des dépenses d'éducation parmi l'ensemble des dépenses publiques (et non plus le PIB) est aussi un marqueur des choix politiques.

La France consacre 7,8% du total de ses dépenses publiques pour l'éducation (du Primaire au Supérieur) quand les pays de l'OCDE y consacrent en moyenne 9,8% et ceux de l'UE, 8,8% ([OCDE, REGARDS SUR L'ÉDUCATION 2022, p 311](#)).

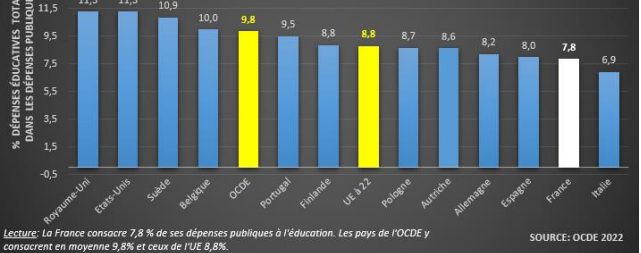
La France se place ainsi à la 29^{ème} place des 33 pays étudiés par l'OCDE ayant publié des chiffres.

En se focalisant uniquement sur les dépenses pour le 2nd degré, la France y consacre 4,1% de ses dépenses

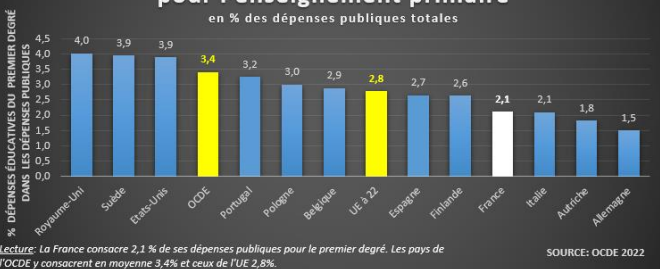
Part de la Dépense intérieure d'éducation dans le PIB (en %)



Dépenses totales d'éducation Primaire, Secondaire et Supérieur en % des dépenses publiques totales



Dépenses d'éducation pour l'enseignement primaire en % des dépenses publiques totales



publiques, soit en dessous de la moyenne de l'OCDE (4,3%).

Et pour le premier degré, c'est encore plus explicite : la France se situe 36^{ème} sur 40, en y consacrant 2,1% de ses dépenses publiques, contre 2,8% pour l'UE et 3,4% pour la moyenne OCDE.

QUELLES CONSEQUENCES ?

Inégalités sociales, inclusion de façade, moins d'heures d'enseignements, perte d'attractivité du métier, baisse de la qualité du service rendu aux élèves et à leurs familles

Extraits d'études et de rapports

AVEC DES CLASSES CHARGÉES...

Alors que la France est déjà championne des inégalités scolaires liées à l'origine sociale, ces inégalités se renforcent

Rapport Ocde, 2019 (Équité liée au milieu socio-économique) [Lien](#)

La France n'a guère progressé et se situe dans le groupe des pays les plus inégalitaires. Elle favorise la réussite d'une élite tandis qu'elle est de moins en moins capable de faire réussir les enfants les moins privilégiés.

« Comme déjà observé lors des éditions précédentes du PISA, la France est l'un des pays de l'OCDE où le lien entre le statut socio-économique et la performance dans PISA est le plus fort avec une différence de 107 points entre les élèves issus d'un milieu favorisé et ceux issus d'un milieu défavorisé... Il s'agit de l'un des plus importants écarts liés au milieu socio-économiques parmi les pays de l'OCDE (écart moyen: 89 points). Des écarts nettement plus importants ne sont observés qu'en Israël et au Luxembourg (122 points) »

« En France, un élève défavorisé n'a qu'une chance sur six de fréquenter le même lycée qu'un élève très performant ».

Ocde, juin 2020, Perspectives des politiques de l'éducation [lien](#)

« En 2018, les élèves français de milieux socioéconomiques défavorisés sont cinq fois plus nombreux que ceux de milieux favorisés à ne pas atteindre le niveau minimal de lecture. Ils sont également surreprésentés dans les filières d'Enseignement et Formation Professionnelle (EFP) du secondaire ».

De moins bonnes compétences et niveaux de vie

Etude de P.Frederiksson, Quarterly journal of economics, 2013

L'étude, portant sur des élèves âgés de 10 à 13 ans (soit environ cm2-4^{ème}), évaluait les effets de la taille de classe sur le long terme :

« Des classes moins chargées durant les 3 années de scolarité avant 13 ans sont bénéfiques pour les compétences cognitives et non-cognitives à 13 ans, et améliorent la réussite à 16 ans. Encore plus important, nous avons observé que les enfants venus des classes réduites ont poursuivi plus longtemps leurs études et obtenu de meilleurs salaires entre 27 et 42 ans »

Moins de temps disponible pour une vraie inclusion des élèves en situation de handicap (DEPP-élèves en situation de handicap, 2020)

Entre 2004 et 2018, le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés dans le second degré public a été **multiplié par 4,1** (37 442 à 152 232), tandis que les effectifs moyens de classe n'ont pas cessé d'augmenter.

La même problématique se pose pour une inclusion de qualité pour l'ensemble des élèves à besoins éducatifs particuliers (Segpa, Upeaa, élèves « dys », élèves à haut potentiel...)

Des problèmes de discipline en classe (PISA, 2019)

« La France est l'un des trois pays où les élèves font état des plus grandes préoccupations liées aux problèmes de discipline en classe (il n'y a qu'en Argentine et au Brésil où l'indice du climat de discipline est inférieur à la moyenne observée en France) ».

Moins de réussite et de justice sociale

Etude d'O.Monso, Revue Education et Formation, 2014

« Les travaux français récents ont atteint un certain consensus quant à l'existence d'un effet de la taille des classes sur la réussite scolaire »

« La réduction de la taille des classes bénéficierait davantage aux élèves issus de milieux défavorisés, en difficulté scolaire ou scolarisés dans l'éducation prioritaire ».

AVEC LA RÉDUCTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANT.ES ET LA SURCHARGE DE CELLES ET CEUX EN POSTE...

Une rupture de continuité du service public

Le 4 octobre sur France 2, le ministre de l'EN -Pap Ndiaye- avait reconnu des centaines de postes enseignants encore vacants un mois après la rentrée. **Rien qu'en EPS**, nous constatons à la rentrée 2022 près de **2000 heures non-assurées faute de personnel** !

Enquêtes du SNEP-FSU, rentrées 2020 (Bulletin n°879), 2021 (n°991) et 2022 (n°991)



A la rentrée 2022 (30/09), dans plus de 10 % des établissements, il manquait des enseignant.es pour couvrir les besoins en EPS. A la rentrée 2022, c'est au minimum près de 2000 heures d'EPS qui n'ont pu être assurées, faute de recrutement suffisants. Et cette situation concerne aussi les autres disciplines. Il y a de sacrés « trous dans la raquette », et cela sera amené à se renforcer avec le manque de titulaires remplaçants. L'administration n'est plus en capacité de mettre un.e enseignant.e devant chaque classe : le manque de recrutement est criant.

Enquête du SNPDEN-UNSA (syndicat majoritaire des chef.fes d'établissement), rentrée 2022 (13/09) : « Il manquait au moins un enseignant dans 62% des établissements et au moins deux enseignants dans plus d'un établissement sur trois (35%) ». Dans son point d'étape au 10/10, le Snpden comptait 35% des établissements secondaires avec au moins un poste enseignant vacant depuis la rentrée, soit environ 4000 postes pas encore pourvus. A cela s'ajoutaient des absences de longue durée non remplacées dans un tiers des établissements. Un tiers des établissements était également touché par des absences de personnel non enseignant.

Un remplacement (des postes supprimés) par des heures supplémentaires qui ne fonctionne plus

Commission des affaires culturelles et de l'éducation, 21/10/2020 [lien](#)

Le rapport de la commission des affaires culturelles et de l'éducation alerte sur la limite structurelle : « Afin de maintenir un volume constant d'enseignements dans le second degré, des heures supplémentaires annuelles (HSA) ont été ouvertes. **Mais il semblerait qu'un seuil d'ouverture ait été atteint.** Cette année, les auditions ont montré que, dans de nombreux établissements, il n'y a plus de créneau horaire disponible ou d'enseignants disponibles et volontaires pour effectuer ces heures ».

Session ordinaire au Sénat, 19/11/2020, Enseignement scolaire, par J.Grosperin [Lien](#)

« **Les ETP continuent de diminuer dans le secondaire, avec - 1 800 postes cette année... Le ministère a fait le choix de compenser ces suppressions par un recours accru aux heures supplémentaires.** Toutefois, ce système semble aujourd'hui **atteindre ses limites**, avec des difficultés croissantes pour attribuer ces heures aux enseignants qui sont déjà nombreux à dépasser - en moyenne de deux heures - leurs obligations réglementaires de service. En outre, la commission alerte le ministère sur la **tentation d'utiliser les heures supplémentaires comme outil privilégié pour améliorer le pouvoir d'achat des enseignants** : en effet, elles sont **source d'inégalités** entre les personnels du primaire, du secondaire et de classes préparatoires, en fonction des disciplines, mais aussi entre les hommes et les femmes ».

Florence Delannoy, pour le SNPDEN (syndicat majoritaire des personnels de direction) vient [confirmer ce constat](#). « Surtout, le rapporteur pour avis constate que les **heures supplémentaires budgétées ne sont pas consommées**. Ainsi, 12,3 millions d'euros de crédits pour les heures supplémentaires n'ont pas été consommés en 2019. D'ailleurs, lors de l'audition du SNPDEN, Florence Delannoy, secrétaire générale adjointe, soulignait la difficulté des chefs d'établissements à trouver des professeurs pour assurer ces heures supplémentaires, depuis trois à quatre ans. En effet, dans les établissements, du fait des enseignants à



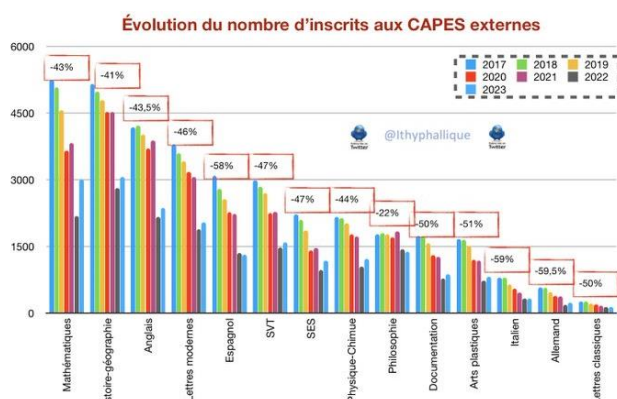
temps partiel et ceux dont l'état de santé ne permet pas de faire des heures supplémentaires, **l'enveloppe des HSA porte souvent sur la moitié à peine des enseignants de la discipline concernée.** Dans les faits, il n'est pas rare de demander à un personnel d'effectuer trois voire quatre HSA »

Or, le temps de travail médian des enseignants est déjà d'**au moins 43 heures par semaine**, selon les propres chiffres du ministère, [Note d'Information de la DEPP, n° 22.30, octobre 2022.](#)

Un détournement de la formation des étudiant.es, qui se retrouvent débordé.es et abandonnent in fine le concours...

Depuis 2021, pour compenser/permouvoir de supprimer davantage de postes, le ministère exploite la formation des Master MEEF pour placer des « étudiant.es-contratuel.les » en responsabilité totale de cours durant 6h par semaine, en plus de tout le reste...

→ Le résultat, pourtant prévisible et dénoncé dès le début par les syndicats dont la FSU, est évoqué dans cet [article du 02/12/2022, France Info, Pas le temps de réviser ! De nombreux candidats enseignants renoncent in extremis aux concours de recrutement de professeurs](#) :



« Entre les cours, les travaux à rendre à l'Inspé, un mémoire à écrire pour valider son master, et puis ces heures d'enseignement dans une classe, il est difficile de trouver un créneau pour réviser les épreuves... Certains de mes camarades n'imaginaient pas à quel point ça allait être lourd, ils sont partis depuis le début de l'année universitaire...

C'est un travail faramineux qui demande beaucoup de recherches personnelles. Il faut passer parfois cinq heures pour préparer une heure de cours ! Ça ne laisse pas le temps de réviser le concours... C'est un an de travail monstrueux, entre les stages, la soutenance du mémoire, les cours... Je n'ai pas encore validé mon inscription, parce

que je sais que si j'y vais, c'est voué à l'échec, je n'ai pas le temps de m'y préparer correctement »

De la même façon, pour supprimer encore plus de postes, le gouvernement a sacrifié la formation des jeunes enseignant.es, en les plaçant (depuis la rentrée 2022) à temps plein devant élève durant leur année de stage (Alors qu'auparavant, iels se partageaient à mi-temps devant élèves et à mi-temps en formation).

Une pénurie de candidat.es organisée par la politique de baisse récurrente des postes aux concours et par la dévalorisation salariale

Article du café pédagogique, 23/12/2021 [Lien](#)

En 2017, 7315 postes étaient proposés aux concours externes des certifiés. 5 ans plus tard, le ministère n'en offre plus que 5225. **C'est près d'un tiers des postes (29%) qui a donc disparu sous la responsabilité de JM Blanquer et E. Macron.**

Après des années de croissance entre 2012 et 2017, le signal envoyé par le ministre de l'éducation nationale aux étudiant.es dès 2018 fut inverse : une chute du recrutement. Alors que le ministère avait mis des années (après les suppressions sous N.Sarkozy) à obtenir une reprise des candidatures aux concours de l'enseignement, le plan de (non-)recrutement de 2018 a brisé cet élan.

Depuis, le nombre de candidat.es à ces concours est en chute libre. En diminuant d'un tiers le nombre de postes offerts par l'Education nationale et en maintenant ce cap durant 5 ans, JM Blanquer a découragé les candidatures vers l'Education nationale.

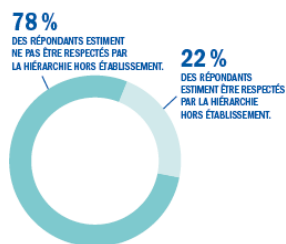
Un effondrement de la qualité de la relation entre les adultes et une défiance forte à l'égard de la hiérarchie

(Debarbieux et Moignard, ASL, octobre 2022, Enquête sur le climat scolaire et la victimation dans le 2nd degré)

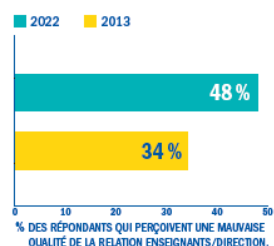
« On assiste à un véritable effondrement de la qualité des relations entre adultes, en lien avec une remise en cause très forte des hiérarchies, autant proches que lointaines...La remise en cause s'exprime aussi par une évaluation très négative des réformes récentes et de la manière de faire réforme. On notera que contrairement à nos enquêtes précédentes, les personnels de direction témoignent d'une méfiance accentuée face à ces réformes...

Ceux qui sont chargés d'appliquer ces réformes sont 93 % à la désapprouver dans leur classe et 60 % chez les personnels de direction...La réforme de la formation est tout autant conspuée avec un taux d'approbation de moins de 8 %. Il y a d'ailleurs une forte augmentation du nombre de répondants se sentant mal formés. »

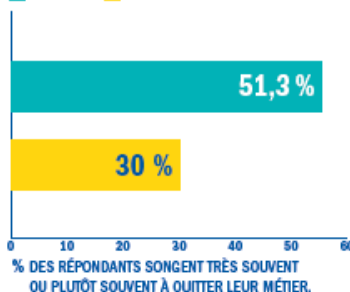
Une forte remise en cause de la haute hiérarchie de l'Éducation nationale et du ministère



Une relation dégradée à l'égard des directions d'établissements et au sein des équipes pédagogiques



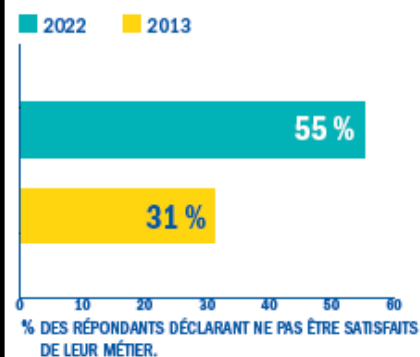
■ 2022 ■ 2013



UN DÉPIT DEVENU MAJORITAIRE

Ces difficultés témoignent d'une situation de crise qui va bien au-delà des tensions actuelles autour du recrutement. On passe de 31 % de personnes déclarant n'être pas satisfaites de leur métier à 55 % entre nos deux enquêtes. 24 % de plus : c'est un effondrement.

Une insatisfaction croissante

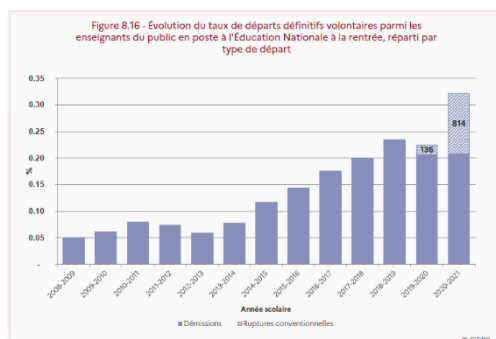


Une inquiétante augmentation des démissions

Bilan social du MEN, 2020-21 : Entre 2008 et 2020, le nombre de départs des enseignant.es en poste dans le secteur public (démissions et ruptures conventionnelles) a été multiplié par plus de 6, passant de 364 à 2286. L'évolution dans le **second degré** montre une **multiplication quasiment par 5**, passant de 178 à 845 départs définitifs.

Spécifiquement dans le 1^{er} degré, le nombre d'enseignants et de stagiaires démissionnaires dans le premier degré a quasiment triplé depuis 2012. Le nombre de démissions a bondi dans certaines régions (**+850% dans les Pyrénées orientales en 2 ans, + 400% en Ile-et-Vilaine**).

La note de la Depp livrait quelques éléments explicatifs, mais dont le MEN n'a pas tenu compte (bien au contraire) dans sa « réforme » de la formation des enseignant.es mise en application à la rentrée 2021.



Note d'information de la Depp, 2020 : « La réforme de la mastérisation et la création des ESPÉ en 2013 a pu avoir un impact. La seconde année de master est chargée pour les stagiaires qui doivent à la fois suivre la formation à l'ESPÉ et assumer une classe en responsabilité, tout en rédigeant leur mémoire de master...Certains stagiaires peuvent ainsi se retrouver en difficulté pour tout gérer de front. La chercheuse Corinne Ambroise note également le décalage entre les idéaux et la réalité du terrain pour les jeunes enseignants, avec notamment des dilemmes sur les missions à prioriser (par

exemple, préserver le niveau des bons élèves et aider ceux les plus en difficulté). L'élargissement récent des recrutements, touchant un vivier plus large de candidats dont l'enseignement n'était pas la vocation première, peut avoir amplifié ce phénomène de « désenchantement ».

Rapport sénatorial n° 649, 08-06-22 : Gérard Longuet, dans son rapport au sénat sonne également l'alerte : « le rapporteur spécial considère la **régularité de la hausse des démissions comme un signal extrêmement inquiétant. Les motifs de démissions des enseignants doivent impérativement être analysés en détail par le ministère, en l'absence d'étude plus approfondie**

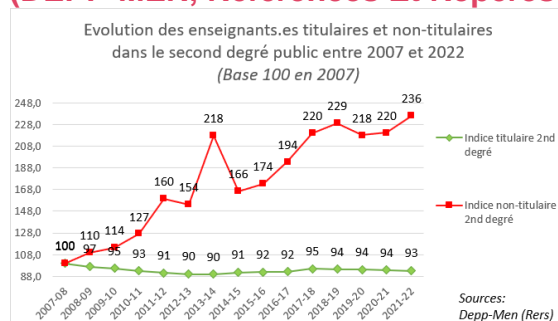
menée par le ministère à ce sujet. L'enjeu est tout autant d'attirer les candidats vers les carrières enseignantes que de les y maintenir...Le nombre d'enseignants démissionnaires est en hausse constante depuis dix ans. Chez les enseignants titulaires, le taux de démission est passé de 0,05 % en 2008-2009 à 0,32 % en 2020-2021. **Loin d'être conjoncturel, cet accroissement est continu au cours des dernières années....** Le taux de démission des enseignants stagiaires a quant à lui toujours été supérieur à celui des enseignants titulaires, mais **l'écart atteint aujourd'hui des proportions spectaculaires : le taux de démission des stagiaires est actuellement dix fois supérieur à celui des titulaires.**

Note de la Depp n°22.31, octobre 2022 : D'après le ministère et le **Baromètre du bien-être au travail**, les personnels de l'Éducation déclarent un **fort sentiment d'épuisement professionnel**, s'élevant en moyenne à 6,8 sur 10. **La moitié attribuant une note entre 8 et 10.**

AVEC LA HAUSSE DE LA PRÉCARITÉ ET LA BAISSSE DES EXIGENCES DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANT.ES...

Une précarisation du métier qui s'accroît

(DEPP-MEN, Références Et Repères Statistiques)



Entre 2007 et 2022, au moins 24 835 postes de professeurs titulaires (auxquels il faudrait ajouter les suppressions de remplaçant.es en moyenne durée) ont été supprimés dans le second degré public.

Parallèlement (2007-2022), il y a eu un accroissement de 15 669 non-titulaires (avec peu ou sans formation professionnelle et un recrutement très contestable selon les endroits).

La part des non-titulaires parmi l'ensemble des personnels du MEN est passée de 11,3 % en 2008 à près de 22% en 2021 (Bilan social du MEN, 2020-21). Elle a aussi augmenté fortement chez les enseignant.es du second degré public, passant de 3,6 % en 2007 à au moins 7,5% en 2022.

Une perte de la qualité du service rendu :

Cette baisse de qualité s'effectue en deux temps : d'abord, par l'augmentation quantitative des recrutements de personnels non-titulaires. Ces personnels en contrat précaire ont moins de latitude pour contester et refuser les dégradations de qualité imposées par la hiérarchie. De fait, leur instabilité leur rend aussi plus difficile le fait de s'investir à court/moyen terme auprès des équipes de travail et des usagers. D'autre part, la qualité du service public est doublement affectée par la réduction des exigences de qualification des recruté.es. Là où le concours exige et garantit une formation à bac+5, le recrutement par contrat n'exige qu'un bac+3.

Du glissement d'un concours exigeant vers un Job-dating méprisant !

Depuis 2021, instrumentalisant la crise-Covid après avoir saboté le recrutement par concours (moins de postes au concours, pas de plan pluriannuel, pas de revalorisation des salaires ni des conditions de travail...) nous avons vu apparaître des recrutements de contractuels en moins de 30mn, avec moult témoignages révélant le peu de considération porté aux compétences détenues par les candidat.es,

- [Article de C.Ledantec, 25/01/2022](#) « De nombreux contractuels recrutés n'ont passé aucun concours et n'ont reçu aucune formation à l'enseignement...Résultat : **des remplaçants dépassés, des abandons**, et des enseignants exaspérés par le manque de considération porté à leur métier ».

- G.Longuet (Rapport sénatorial sur la comparaison européenne des conditions de travail et de rémunération des enseignants, déposé le 8 juin 2022) : Sur les Job-dating organisés en 2022 dans les académies de Toulouse, Versailles, Paris..., le rapporteur « s'inquiète du fait qu'elles s'apparentent à une gestion de la pénurie, qui ne doit pas conduire à une moindre sélectivité du recrutement ».

- P.DEVIN, syndicaliste et ancien inspecteur de l'éducation nationale, déclarait [sur son blog](#) : « Les jobs dating organisés pour recruter des enseignants ne sont pas seulement des aberrations en termes de recrutement... **Ce sont aussi les instruments d'une transformation en profondeur de la profession enseignante et des finalités de l'école** » → Plus de compétences professionnelles (connaissances pédagogiques et didactiques) ni disciplinaires (savoirs dans les disciplines à enseigner) mais de l'aisance verbale, de la conformité aux attentes comportementales, une résistance au stress.

ÉCHECS DE BLANQUER & NDIAYE ? OU RÉUSSITE VERS LA PRIVATISATION DE L'ÉCOLE ?

JM Blanquer, 2016, [L'École de demain. Propositions pour une éducation nationale renouvelée.](#)

« L'enseignement privé pourrait être un partenaire plus important encore du service public par sa capacité à expérimenter et à accompagner certains des grands enjeux sociaux et sociétaux de notre temps »

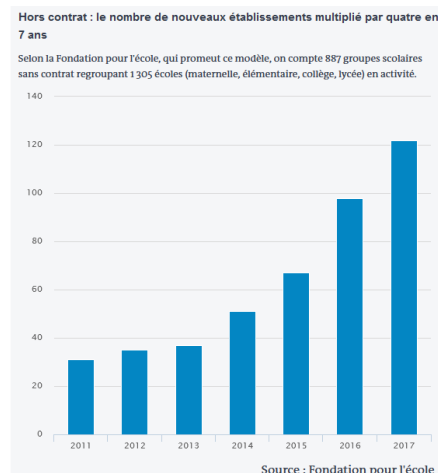
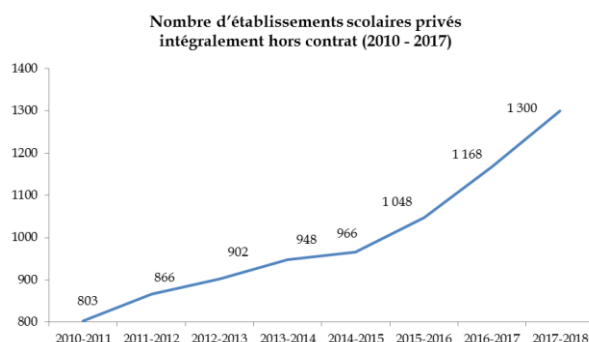
Noam Chomsky, 2017, [Requiem pour le rêve américain](#)

« Commencez par baisser son financement, il ne fonctionnera plus. Les gens s'énervent. Ils voudront autre chose. C'est la technique de base de la privatisation d'un service public »

Notre analyse : les réformes successives (Parcoursup, réforme du Lycée et du Bac, réforme de la voie professionnelle, loi pour l'école de la confiance, Loi de Transformation de la Fonction Publique, réforme de la formation des enseignants...) contribuent à creuser les inégalités, avec davantage de sélection scolaire : recentrage de l'école sur des « fondamentaux » (exit donc la culture pour toutes et tous), la précarisation des métiers, le management renforcé, piloté par le ministre, suppression des instances de contrôles paritaires, répression croissante sur les militant.es syndicales...

Les écoles privées « hors-contrat » en forte hausse

- Une augmentation continue depuis 2010...et une accélération récente (Article du journal [Le Monde, 31/08/2018](#))



129 écoles hors contrat en plus à la rentrée 2020 : un record...

Il y a 1699 « établissements scolaires indépendants » scolarisant 79 000 élèves. Des écoles essentiellement laïques : 8 écoles sur 10 ouvertes en 2020 sont sans confession déclarée ; elles sont 70% sur l'ensemble du secteur »

→ Ce n'est pas la religion qui fait passer à l'école privée Hors contrat, mais plutôt la situation de l'école publique...

Une dépense d'éducation qui augmente davantage dans le privé ([Budget 2023](#))

L'enseignement privé connaîtra de nouveau en 2023 une hausse des versements de l'Etat de l'ordre de 6,42%, supérieure à l'augmentation des versements pour l'enseignement public... A ces dépenses, il faudra de surcroît ajouter celles qui sont sous-estimées, comme la prise en charge de toutes les maternelles du privé (depuis la loi Blanquer), budgétée à 29 millions € par le MEN, mais estimée au double par l'enseignement catholique...

L'aide au devoir, cours en ligne, entreprises infiltrant l'école, externalisations, le marché est ouvert...

P.Devin, Syndicaliste et ancien IEN, 16/10/2022, [Les sociétés privées de soutien scolaire surfent sur la crise](#) : « Offrir une solution aux parents en détresse » : les sociétés proposant des soutiens scolaires à domicile, ou des plateformes en ligne multiplient les annonces publicitaires sur l'argument : « depuis la rentrée, il manque des professeurs dans la plupart des établissements scolaires, ne prenez pas de risques pour vos enfants... ». Le soutien scolaire privé ne s'est jamais aussi bien porté... Inaccessible aux familles populaires, il persiste avec l'aide de l'Etat à renforcer les inégalités.

Poussées par des ex-responsables publics

C'est en effet au cœur du pouvoir que l'ouverture du marché est portée :

- En 2015, F. Nyssen, ancienne [ministre de la culture \(sous Macron, 2017-2018\)](#) ouvrait une école « indépendante » (ou « libre », pour ne pas afficher clairement hors contrat...)
- En mai 2020, Xavier Darcos, ancien ministre de l'éducation nationale (sous Sarkozy, 2007-2009) prend la présidence du nouvel [institut Kairos](#), qui "vise à soutenir les projets éducatifs innovants, et notamment les établissements scolaires libres...", c'est-à-dire hors-contrat...
- Rentrée 2020 : Tiphaine Auzière (fille de B. Macron) ouvre un lycée privé hors contrat à Paris (source : [Le Figaro](#))

Affaiblir le service public favorise toujours le privé !

L'affaiblissement de l'école publique est budgétaire, mais aussi organisationnel. Car désorganiser le service public est un moyen de pousser les familles vers le privé. Nous gardons tous en mémoire l'épisode durant la crise Covid où les lycées privés n'étaient pas soumis aux demi-jauges (sinon dans le texte, du moins en pratique) : le virus circulait-il moins dans les établissements privés ?

Covid-19

Parcoursup : le «100% présentiel» utilisé comme argument par certains lycées privés

La pandémie de Covid-19 en France dossier ▾

Des professeurs examinant actuellement les dossiers des candidats ont découvert que certains établissements du privé s'enorgueillissent d'un suivi des cours en total présentiel depuis novembre.

lycée... Ne serait-elle finalement pas si bonne... ?¹

→ Quand le service public recule en qualité (organisation, ambitions, réformes régressives imposées contre l'avis des personnels, moyens insuffisants...), le service marchand, lui, avance. Et c'est probablement cela, le véritable projet porté par les derniers ministres de l'EN.

- Autre exemple : dans certains lycées privés (dont le lycée catholique Stanislas à Paris où JM.Blancher a effectué sa scolarité) les anciennes filières ont tout simplement été reconstituées à l'identique (A, B et C recréant S, ES et L). La réforme Blancher non-appliquée dans son ancien

La preuve par les chiffres :

Les 10 000 élèves en moins du public à la rentrée 2021 se sont retrouvés... dans le privé, notamment dans le « hors-contrat ».

Le ministère prévoyait environ 36 000 élèves de plus à la rentrée 2021 dans le 2nd degré public. Il y en a eu en réalité 10 000 en moins. Ainsi, la DEPP² analyse le constat de la rentrée 2021 dans le 2nd degré public : - 10 190 élèves (-0,2%). Mais globalement, le nombre d'élèves du 2nd degré stagne (+390) car la baisse est compensée par une hausse dans le privé sous contrat (+7900, +0,7%) et dans le privé hors contrat (+2700, +9,2%) → C'est le jeu des vases communicants. Une hausse des effectifs de près de 10 % est une « manne » énorme pour les écoles « hors-contrat ». La voilà peut-être la vraie réussite de JM. Blancher...?

► 1 Effectifs d'élèves dans les établissements du second degré des secteurs public et privé (sous et hors contrat) à la rentrée 2021

	Public		Privé sous et hors contrat		Ensemble	
	Effectifs en 2021	Évolution 2020-2021	Effectifs en 2021	Évolution 2020-2021	Effectifs en 2021	Évolution 2020-2021
Ensemble second degré	4 463 432	- 10 190	1 222 795	10 580	5 686 227	390

Mais le privé a d'autres objectifs que la simple finalité éducative, et en conséquence aussi une autre éthique...

- Dans un [communiqué du 02/12/2022](#), la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sonnait l'alerte sur un « **taux relativement élevé d'anomalies** » dans les écoles privées arborant pourtant le label « **diplômes contrôlés par l'Etat** » (créé en 2019 par le ministère de l'Enseignement supérieur). 30% des écoles privées épinglées pour **pratiques commerciales trompeuses**... 40% pour des **clauses abusives ou illicites**... Sur l'ensemble des points, **56% des structures présentent des anomalies**.

¹ Analyse-vidéo des réformes Blancher, Lycée Blancher ep.7 - [Sous le Grenelle, l'autoritarisme et la privatisation](#)

² Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance, [Note d'Information n° 21.46, décembre 2021](#)



5 MESURES POUR UN PLAN D'URGENCE DANS L'ÉDUCATION

1 -- Limitation à 24 élèves maximum par classe

Mettre fin aux *classes-sardines*. Réduire les effectifs à 20 élèves maximum dans chaque classe d'éducation prioritaire (REP et REP+) ; 24 élèves pour CHAQUE CLASSE de primaire, collège et Lycée Professionnel. Au lycée général et technologique : maximum 25 élèves en 2nde et 30 en cycle terminal.

2 -- Création de 50 000 postes d'enseignant.es titulaires et formé.es dans le 2nd degré public

Nous pourrions ainsi retrouver le taux d'encadrement (H/E) et de charge de travail (% HSA) de 2007, et remettre l'humain au cœur du processus éducatif. Au regard des conditions dégradées depuis la RGPP de 2008, et des ambitions légitimes d'inclusion de tous.tes, un plan pluriannuel (sur 5-10 ans) de recrutement s'impose. Pour l'EPS, les besoins ont été chiffrés à au moins 1 500 postes aux Capes par an, jusqu'en 2027.

→ Augmenter le nombre des personnels titulaires remplaçant.es, afin d'assurer la continuité du service public, y compris pour les durées inférieures à 15 jours. Cela correspond (en EPS) à un taux de remplaçant.es correspondant à 10% du corps.

3 -- Revalorisation des métiers de l'éducation et fin de la précarité pour les missions pérennes

→ Une revalorisation directe par l'ajout de 70 points d'indice pour toutes et tous, ainsi qu'une augmentation de 10% de la valeur du point d'indice de la fonction publique.

→ Créer un statut d'étudiant.e-surveillant.e pour les AED, ainsi qu'un corps de catégorie B pour les AESH.

4 -- Pour des équipes pluri-professionnelles dans les établissements : Augmentation massive des recrutements en personnels titulaires ET qualifiés

→ Pour des Cpe, Aesh, Asen, Médecins, Psychologues, Assistant.es sociaux présent.es en nombre suffisant dans chaque établissement.

5 -- 1% de PIB en plus = de l'ambition pour l'école

En augmentant l'investissement éducatif de 1% de PIB, la France retrouverait son niveau d'investissement éducatif des années 1990. En le ramenant à 7,7% (au lieu de 6,8 dernièrement), l'état se donnerait enfin les moyens nécessaires pour atteindre les ambitions affichées (inclusion, bienveillance, confiance, formation, remplacement, bien-être à l'école...).

